

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2371

[2008/202532]

**3 JUILLET 2008. — Décret modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article L2212-4, rédigé comme suit, est inséré à la place de l'ancien article L2212-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation annulé à la suite de l'arrêt 95/2005 de la Cour constitutionnelle :

« Art. L2212-4. Il y a, par province, un commissaire du Gouvernement wallon qui porte le titre de commissaire d'arrondissement.

Le Gouvernement fixe le statut administratif et pécuniaire des commissaires d'arrondissements. »

**Art. 2.** L'article L2212-51 du même Code est modifié comme suit :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit : "Le Gouvernement fixe le statut administratif et pécuniaire des gouverneurs.";

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« En cas d'empêchement, le gouverneur est remplacé dans ses fonctions par un commissaire d'arrondissement. »;

3° ces trois alinéas forment, ensemble, le § 1<sup>er</sup>;

4° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. En tant que commissaire du Gouvernement wallon, le gouverneur exerce des missions d'information auprès du collège provincial et du conseil provincial.

Le gouverneur veille au respect de la légalité et de la conformité à l'intérêt général des actes du collège provincial et du conseil provincial. Dans le cadre de cette mission, le gouverneur est tenu à un devoir d'information du Gouvernement wallon. »;

5° il est ajouté un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le commissaire du Gouvernement wallon peut prendre connaissance, sans déplacement, de tous les dossiers soumis au collège et au conseil provincial.

Il reçoit du greffier, en même temps que les membres du collège et du conseil provincial, tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour. Il les informe de tout projet de décision susceptible de violer la loi ou le décret ou l'intérêt général.

Il fait rapport au Ministre-Président et au Ministre compétent à propos de toute délibération qui risque d'avoir une incidence significative sur la mise en œuvre de la politique régionale. »;

6° il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Dans un délai de dix jours, le gouverneur exerce un recours auprès du Gouvernement wallon contre tout acte qu'il juge contraire aux lois, aux décrets et aux arrêtés. Le recours est suspensif.

Le délai de dix jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle l'acte a été pris, pour autant que le gouverneur y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a pris connaissance dudit acte.

Le Gouvernement peut, dans les trente jours de la réception de l'acte faisant l'objet du recours du gouverneur, annuler tout ou partie de l'acte provincial.

A défaut de décision dans le délai, le recours est réputé rejeté. »;

7° il est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Dans un délai de dix jours, le gouverneur exerce un recours auprès du Gouvernement wallon contre les règlements relatifs aux taxes et redevances de la province en ce compris les centimes additionnels au précompte immobilier qu'il juge non conformes à l'intérêt général.

Le recours est suspensif.

Le délai de dix jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle l'acte a été pris, pour autant que le gouverneur y ait été régulièrement convoqué, ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a pris connaissance dudit acte.

Le Gouvernement peut, dans les trente jours de la réception de l'acte faisant l'objet du recours du gouverneur, annuler tout ou partie de l'acte provincial.

A défaut de décision dans le délai, le recours est réputé rejeté. »

**Art. 3.** L'article L2212-53 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L2212-53. Sauf dérogation expresse, le gouverneur est chargé par le Gouvernement de l'exécution, dans la province, des décrets et arrêtés, ainsi que de leurs mesures d'exécution.

Le Gouvernement wallon peut charger le gouverneur de missions particulières. »

**Art. 4.** Au dernier alinéa de l'article L2212-61 du même Code, les termes "du gouverneur pour les agents affectés aux services du gouverneur et" sont abrogés.

**Art. 5.** Au § 1<sup>er</sup> de l'article L3321-4 du même Code, les termes "gouverneur ou celui qui le remplace" sont remplacés par les termes "collège provincial".

**Art. 6.** A l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L3321-9 du même Code, les termes "auprès du gouverneur" sont remplacés par les termes "auprès du collège provincial".

**Art. 7.** A l'article 138 du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes sont insérés *in fine* les mots "à l'exception des articles 129 et 130 qui sortent leurs effets à l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement exécutant le transfert des voiries et des cours d'eau provinciaux".

**Art. 8.** L'article 69, 6<sup>o</sup>, de la loi provinciale du 30 avril 1836 est rétabli avec effet rétroactif à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 9.** Sont abrogés :

— l'alinéa 2 de l'article L2212-58 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

— les articles L3123-1 et L3123-2 du même Code;

— l'article L6211-2 du même Code;

— l'article 135 du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes;

— les articles 140-1 à 140-12 de la loi provinciale du 30 avril 1836.

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le trentième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Parlement wallon, 785 (2007-2008), n<sup>os</sup> 1 à 5.*

*Compte rendu intégral, séance publique 25 juin 2008.*

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2371

[2008/202532]

**3. JULI 2008 — Dekret zur Abänderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Ein Artikel L2212-4 mit folgendem Wortlaut wird anstelle des früheren Artikels L2212-4 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, der anschließend an das Urteil 95/005 des Verfassungsgerichtshofs für nichtig erklärt wurde, eingefügt:

«Art. L2212-4 - Je Provinz gibt es einen Kommissar der Wallonischen Regierung, der den Titel des Bezirkskommissars führt.

Die Regierung legt das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bezirkskommissare fest.»

**Art. 2** - Artikel L2212-51 desselben Kodex wird folgendermaßen abgeändert:

1° der 2. Absatz wird folgendermaßen ergänzt: "Die Regierung legt das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Gouverneure fest.";

2° ein 3. Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Im Verhinderungsfall wird der Gouverneur in seinem Amt von einem Bezirkskommissar ersetzt.»;

3° diese drei Absätze bilden zusammen den § 1;

4° ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 2. - Als Kommissar der Wallonischen Regierung erfüllt der Gouverneur Informationsaufgaben bei dem Provinzkollegium und dem Provinzialrat.

Der Gouverneur sorgt dafür, dass die Amtshandlungen des Provinzkollegiums und des Provinzialrats gesetzmäßig sind und dem Allgemeinenwohl entsprechen. Im Rahmen dieser Aufgabe ist der Gouverneur verpflichtet, die Wallonische Regierung zu informieren.»;

5° ein § 3 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 3 - Der Kommissar der Wallonischen Regierung kann an Ort und Stelle in alle dem Provinzkollegium und dem Provinzialrat unterbreiteten Akten Einsicht nehmen.

Er erhält vom Greffier, zur gleichen Zeit wie die Mitglieder des Provinzkollegiums und des Provinzialrats, alle Unterlagen bezüglich der in die Tagesordnung aufgenommenen Fragen. Er informiert sie über jeden Entwurf eines Beschlusses, der gegen das Gesetz oder das Dekret oder das Allgemeinwohl stoßen könnte.

Er erstattet dem Minister-Präsidenten und dem zuständigen Minister Bericht über jeden Beschluss, der eine bedeutenden Auswirkung auf die Umsetzung der Regionalpolitik haben könnte.»;

6° ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 4 - Binnen einer Frist von zehn Tagen legt der Gouverneur gegen jede Amtshandlung, die seiner Ansicht nach gegen die Gesetze, Dekrete oder Erlasse verstößt, Einspruch bei der Wallonischen Regierung ein. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung.

Diese Frist von zehn Tagen läuft ab dem Tag der Versammlung, während deren die Amtshandlung beschlossen worden ist, insofern der Gouverneur vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, oder, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er von dieser Amtshandlung Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Amtshandlung der Provinz, gegen die der Gouverneur Einspruch eingelegt hat, innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang dieser Amtshandlung ganz oder teilweise annullieren.

In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Einspruch als abgewiesen.»;

7° ein § 5 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 5 - Der Gouverneur legt gegen die Regelungen in Sachen provinziale Steuern und Gebühren, einschließlich der Zuschlagshunderstel zum Immobilienvorabzug, die seiner Ansicht nach, dem Allgemeinwohl nicht entsprechen, binnen einer Frist von zehn Tagen bei der Wallonischen Regierung Einspruch ein.

Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung.

Diese Frist von zehn Tagen läuft ab dem Tag der Versammlung, während deren die Amtshandlung gefasst worden ist, insofern der Gouverneur vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, oder, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er von diesem Akt Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Amtshandlung der Provinz, gegen die der Gouverneur Einspruch eingelegt hat, innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang dieser Amtshandlung ganz oder teilweise annullieren.

In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Einspruch als abgewiesen.»

**Art. 3** - Artikel L2212-53 desselben Kodex wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L2212-53 - Vorbehaltlich einer ausdrücklichen Abweichung wird der Gouverneur von der Regierung mit der Durchführung, in der Provinz, der Dekrete und der Erlasse sowie deren Ausführungsmaßnahmen beauftragt.

Die Wallonische Regierung kann den Gouverneur mit Sonderaufgaben beauftragen.»

**Art. 4** - Im letzten Absatz von Artikel L2212-61 desselben Kodex werden die Wörter "des Gouverneurs für die den Diensten des Gouverneurs zugeteilten Bediensteten und" gestrichen.

**Art. 5** - In Artikel L3321-4 § 1, desselben Kodex werden die Wörter "den Gouverneur oder die Person, die ihn in seinem Amt ersetzt" durch die Wörter "das Provinzkollegium" ersetzt.

**Art. 6** - Im 1. Absatz von Artikel L3321-9 desselben Kodex werden die Wörter "beim Gouverneur" durch "beim Provinzkollegium" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 138 des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen wird *in fine* folgender Wortlaut eingefügt: "mit Ausnahme von Artikel 129 und 130, die beim Inkrafttreten der Erlasse der Regierung zur Ausführung der Übertragung der provinziellen Straßen und Wasserläufe wirksam werden".

**Art. 8** - Artikel 69 6° des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836 wird mit rückwirkender Wirkung vom 1. Januar 2004 an wieder eingeführt.

**Art. 9** - Die folgenden Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

— der 2. Absatz des Artikels L2212-58 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

— die Artikel L3123-1 und L3123-2 desselben Kodex;

— der Artikel L6211-2 desselben Kodex;

— der Artikel 135 des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen;

— die Artikel 140-1 bis 140-12 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836.

**Art. 10** - Das vorliegende Dekret tritt am dreißigsten Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2007-2008  
Dokumente des Wallonischen Parlaments 785 (2007-2008) Nrn. 1 bis 5  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 2008  
Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2371

[2008/202532]

**3 JULI 2008. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 tot organisatie van de Waalse provincies en van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel. 1.** Er wordt een artikel L2212-4, luidend als volgt, ingevoegd in de plaats van voormalig artikel L2212-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie dat vernietigd is als gevolg van arrest 95/2005 van het Grondwettelijk Hof :

« Art. L2212-4. Er is per provincie een commissaris van de Waalse Regering die de titel voert van arrondissementscommissaris.

De Regering bepaalt het administratief en geldelijk statuut van de arrondissementscommissarissen. »

**Art. 2.** Artikel L2212-51, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 2 wordt aangevuld als volgt : "De Regering bepaalt het administratief en geldelijk statuut van de gouverneurs.";

2° een derde lid luidende als volgt wordt toegevoegd :

« Bij verhindering wordt de gouverneur in zijn ambt vervangen door een arrondissementscommissaris. »;

3° die drie leden vormen § 1;

4° er wordt een § 2 wordt toegevoegd, luidende als volgt :

« § 2. Als commissaris van de Waalse Regering oefent de gouverneur informatieve opdrachten uit bij het provinciecollege en de provincieraad.

De gouverneur ziet toe op de naleving van de wettelijkheid van de akten van het provinciecollege en de provincieraad en op de overeenstemming ervan met het algemeen belang. In het kader van die opdracht heeft hij ten aanzien van de Waalse Regering een informatieplicht. »;

5° er wordt een § 3 toegevoegd, luidende als volgt :

« § 3. De commissaris van de Waalse Regering kan ter plaatse inzicht krijgen in alle dossiers die aan het provinciecollege en aan de provincieraad worden voorgelegd

Hij krijgt alle stukken in verband met de geagendeerde vraagstukken van de griffier op hetzelfde ogenblik als de leden van het provinciecollege en van de provincieraad. Hij licht ze in over elke ontwerp-beslissing die de wet of het decreet of het algemeen belang zou kunnen schaden.

Hij brengt verslag uit bij de Minister-President en bij de bevoegde Minister over elke beraadslaging en besluit dat een significante weerslag zou kunnen hebben op de uitvoering van het gewestelijk beleid. »;

6° er wordt een § 4 toegevoegd, luidende als volgt :

« § 4. Binnen een termijn van tien dagen oefent de gouverneur een beroep uit bij de Waalse Regering tegen elke daad die hij in strijd acht met de wetten, de decreten en de besluiten. Het beroep is opschortend.

Die termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, mits regelmatige oproeping van de gouverneur of, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij er kennis van gekregen heeft.

De Regering mag, binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte waartegen het beroep van de gouverneur gericht is, bovenvermelde provinciale akte geheel of gedeeltelijk vernietigen.

Bij gebrek aan beslissing in de gestelde termijn wordt het beroep beschouwd als afgewezen. »;

7° er wordt een § 5 toegevoegd, luidende als volgt :

« § 5. Binnen een termijn van tien dagen oefent de gouverneur een beroep uit bij de Waalse Regering tegen de reglementen betreffende de belastingen en de retributies van de provincie, met inbegrip van de opcentiemen op de onroerende voorheffing die hij in strijd acht met het algemeen belang.

Het beroep is opschortend.

Die termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, mits regelmatige oproeping van de gouverneur of, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij kennis gekregen heeft van die akte.

De Regering mag, binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte waartegen het beroep van de gouverneur gericht is, de provinciale akte geheel of gedeeltelijk vernietigen.

Bij gebrek aan beslissing in de gestelde termijn wordt het beroep beschouwd als afgewezen. »

**Art. 3.** Artikel L2212-53 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. L2212-53. Behoudens uitdrukkelijke afwijking wordt de gouverneur door de Regering de belast met de tenuitvoerlegging, in de provincie, van de decreten en van de besluiten, en met de uitvoeringsmaatregelen ervan.

De Waalse Regering kan de gouverneur belasten met bijzondere opdrachten. »

**Art. 4.** In het laatste lid van artikel L2212-61 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van de gouverneur voor de personeelsleden aangesteld voor de diensten van de gouverneur en" opgeheven.

**Art. 5.** In § 1 van artikel L3321-4 van hetzelfde Wetboek worden de bewoordingen "de gouverneur of de persoon die hem in zijn ambt vervangt" vervangen door de bewoordingen "het provinciecollege".

**Art. 6.** In lid 1 van artikel L3321-9 van hetzelfde Wetboek worden de bewoordingen "bij de gouverneur" vervangen door de bewoordingen "bij het provinciecollege".

**Art. 7.** In artikel 138 van het decreet van 12 februari 2004 tot organisatie van de Waalse provincies worden *in fine* de woorden "behoudens de artikelen 129 en 130 die uitwerking hebben bij de inwerkingtreding van de regeringsbesluiten tot uitvoering van de overdracht van de provinciale wegen en waterwegen".

**Art. 8.** Artikel 69, 6°, van de provinciewet van 30 april 1836 wordt met terugwerkende kracht hersteld op 1 januari 2004.

**Art. 9.** Opgeheven worden :

— lid 2 van artikel L2212-58 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

— de artikelen L3123-1 en L3123-3 van hetzelfde Wetboek;

— artikel L6211-2 van hetzelfde Wetboek;

— artikel 135 van het decreet van 12 februari 2004 tot organisatie van de Waalse provincies;

— de artikelen 140-1 tot en met 140-12 van de provinciewet van 30 april 1836.

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking de dertigste dag volgend op bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) Zitting 2007-2008.

*Stukken van het Waals Parlement* 785 (2007-2008) Nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 25 juni 2008

Bespreking - Stemmingen.